

Overwegende dat een afwijking voor een korte periode kan toegekend worden zonder de planning van de afvaleliminatie in het Waalse Gewest te storen;
Gelet op het advies van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het storten van de in artikel 2 van dit besluit beschreven afvalstoffen is gemachtigd in de te Kasteelbrakel door de P.V.B.A. « Ets J. Canivet » geëxploiteerde stortplaats.

Die vergunning is verleend aan de V.Z.W. Spullenhulp voor een termijn van drie maanden te rekenen van de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 2. De afval waarvan het storten gemachtigd is, voldoet aan de volgende bepalingen :
Oorsprong : het Brusselse Gewest.

Aard : groot huisvuil.

Maximum hoeveelheid : 1300 t 's jaars.

Maximum stortingsfrequentie : dagelijks.

De afwijking geldt niet voor de volgende afval :

— koolwaterstoffen en teer;

— as en uitbaggeringsmodder;

— keuken- en kantineafval;

— elke andere door de vergunning tot exploitatie van de stortplaats uitgesloten afvalstoffen.

De wegens dit artikel toegelaten afvalstoffen zullen aan de in de ingediende aanvraag vermelde kenmerken voldoen.

Art. 3. Die afwijking zal onmiddellijk ingetrokken worden bij niet voldoening aan de bepalingen van de artikelen 1 of 2 van dit besluit.

Art. 4. Indien voor één of een andere oorzaak de vergunning van de in artikel 1 bedoelde inrichting zou ingetrokken, opgeschort of vervallen zijn zonder hernieuwing, zou die afwijking van ambtswege nietig zijn.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 17 september 1987.

Brussel, 17 september 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

F. 88 — 187

**22 OCTOBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles
en matière de protection des eaux de surface contre la pollution**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6, § 1^{er} II, 1^o et 8, § 1^{er} V, 2^o;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 67, § 1^{er};

Vu l'avis de la Commission consultative sur la protection des eaux de surface;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, en date du 12 juin 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que l'état des eaux de surface impose que les mesures de protection contre la pollution soient appliquées sans délai et qu'à cet effet il importe que des laboratoires agréés pour les analyses officielles puissent exercer leurs activités sans retard;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

« Ministre » : Le membre de l'Exécutif régional wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions.

« décret » : Le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Art. 2. Pour obtenir l'agrément visé à l'article 67, § 1^{er} du décret, les laboratoires doivent être situés en Région wallonne et répondre aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. Il y a trois catégories d'agréments :

Catégorie A : analyses physico-chimiques;

Catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques (bactériologiques et virologiques);

Catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques.

Une liste des analyses qui composent ces catégories est reprise en annexe I.

Art. 4. La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Inspection générale de l'eau. Elle est accompagnée des renseignements suivants :

1^o l'identité de la personne physique ou le statut juridique de la personne morale exploitant le laboratoire pour lequel l'agrément est demandé;

2° le domicile ou les sièges social et administratif du demandeur ainsi que le siège d'exploitation du laboratoire;

3° le nom, la profession et la fonction de la personne qui assume la direction effective du laboratoire;

4° une liste des membres du personnel chargés des analyses, avec indication de leurs qualifications professionnelles;

5° une description des locaux, du matériel, de l'appareillage scientifique et de la documentation dont dispose le laboratoire;

6° la ou les catégories pour lesquelles l'agrément est demandé. L'Inspection générale de l'eau transmet, dans le mois de la réception de la demande, copie de celle-ci au laboratoire de référence afin d'entamer la procédure prévue à l'article 6.

Art. 5. L'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie à Bruxelles, dénommé ci-après l'Institut, est désigné comme laboratoire de référence.

Art. 6. 1. Le demandeur fera l'analyse de trois échantillons-types pour chaque catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité. Les échantillons-types sont délivrés par l'Institut, lequel indique la ou les méthodes analytiques normalisées à suivre.

Les résultats des analyses ne pourront présenter de marges d'erreurs supérieures à celles fixées par l'Institut.

2. Si les résultats des analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur procède, dans un délai de trois mois, à l'analyse de trois nouveaux échantillons-types délivrés par l'Institut.

3. Si les nouveaux résultats d'analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur procède à une analyse de trois autres échantillons-types délivrés par l'Institut.

Un double de ces échantillons-types sera transmis pour examen contradictoire, à un laboratoire expert situé en Région wallonne et désigné par l'Institut.

Un procès-verbal sera établi par l'Institut et le laboratoire expert.

4. Si les résultats des analyses ne sont pas satisfaisants, l'agrément est refusé. Une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai de trois ans qui court à dater du procès-verbal établi à l'occasion de la troisième analyse.

5. Les frais résultant de la procédure d'agrément sont à charge du demandeur.

Art. 7. L'agrément est délivré par le Ministre. Il vaut pour une période de cinq ans.

La demande de renouvellement doit être établie au plus tard trois mois avant l'expiration du terme. Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette demande suivant la procédure prévue à l'article 4, le laboratoire agréé peut continuer à effectuer des analyses.

Art. 8. En ce qui concerne les analyses demandées par la Région wallonne, tout laboratoire agréé est tenu :

1° d'envoyer à l'Inspection générale de l'eau (I.G.E.) une copie de chaque protocole d'analyse rédigé suivant les directives de ladite Inspection ainsi qu'un rapport indiquant la méthode d'analyse utilisée;

2° de tenir à jour un registre des analyses mentionnant les opérations effectuées ainsi que les résultats obtenus;

3° de tenir à jour une comptabilité séparée relative aux analyses effectuées;

4° de permettre aux agents de l'Inspection générale de l'eau d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses et à la comptabilité;

5° de se conformer aux instructions publiées par l'Institut belge de normalisation et aux directives de l'Inspection générale de l'eau en ce qui concerne les conditions et les méthodes d'analyse et la rédaction des protocoles s'y rapportant;

6° de ne pas communiquer à des tiers ni publier sans autorisation du Ministre les résultats des analyses;

7° d'informer l'Inspection générale de l'eau de toute modification concernant les renseignements communiqués dans la demande d'agrément.

Art. 9. Tout laboratoire agréé est tenu d'effectuer des prélèvements et analyses demandés par les autorités judiciaires et par les agents habilités à cette fin par le Ministre conformément à l'article 66 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 10. Les frais d'analyse et de prélèvements sont établis sur la base des tarifs figurant à l'annexe II.

Ceux-ci sont adaptés, le 1^{er} janvier de chaque année, en fonction de l'indice des prix à la consommation à partir de l'indice applicable au 1^{er} janvier 1988.

Lors de demandes d'analyse de plusieurs échantillons pouvant être effectués simultanément, les tarifs sont réduits comme suit :

10 % de réduction du deuxième au cinquième échantillon,

20 % de réduction du cinquième au dixième échantillon,

30 % de réduction à partir de dix échantillons.

Art. 11. Les campagnes d'analyse demandées par le Ministre feront l'objet de contrats qui en régleront les modalités et le financement.

Art. 12. En cas de transmission du laboratoire agréé à une autre personne physique ou morale, ou en cas de fusion ou d'absorption de la personne morale à laquelle l'agrément a été délivré, la demande doit être renouvelée.

Cette demande devra être conforme aux prescriptions des articles 4 et 6.

Dans ces cas, le délai pour introduire la demande est de trois mois.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, l'agrément est retiré par le Ministre. L'arrêté de retrait est notifié à l'intéressé et publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 13. § 1^{er}. L'agrément peut être retiré en tout ou en partie par le Ministre, provisoirement ou définitivement lorsque :

1° les informations transmises conformément à l'article 4 et à l'article 8, 7° ne correspondent pas à la situation réelle;

2° les dispositions des articles 8 et 9 ne sont pas respectées;

3° les résultats d'analyse sont systématiquement contestés.

§ 2. Avant le retrait de l'agrément, le laboratoire intéressé reçoit un avertissement par lettre recommandée; il est invité à faire valoir ses moyens de défense dans un délai d'un mois.

§ 3. L'arrêté de retrait est motivé. Il est notifié à l'intéressé et est publié au *Moniteur belge* par extrait.

Art. 14. La liste des laboratoires agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Art. 15. L'Institut peut obtenir l'agrément pour ses laboratoires situés en Région wallonne sans devoir satisfaire aux conditions prévues par le présent arrêté.

Dans ce cas, il n'est tenu de respecter que les obligations mentionnées à l'article 8, 1^o et 2^o.

Art. 16. Les laboratoires agréés en vertu de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1975 fixant les conditions d'agrément à l'essai de laboratoires, en application de l'arrêté royal du 23 janvier 1974 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les égouts publics et dans les eaux de surface, sont agréés de plein droit aux conditions du présent arrêté pour une durée de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 octobre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,
M. WATHELET.

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire de l'Eau et de la Vie rurale,
A. LIENARD.

Annexe I

Catégories d'agrément

Catégorie A : analyses physico-chimiques

Température	
pH	
Conductivité	
Matières en suspension 105 °C	
Matières sédimentables	
Turbidité	
Matières sèches	
Résidu sec	
Granulométrie	
Oxygène	
Chlorures	
Sulfates	
Fluorures	
Cyanures	
Nitrates	
Nitrites	
Azote ammoniacal	
Azote Kjeldahl	
Orthophosphates	
Phosphore total	
Dureté totale	
Alcalinité (TAM-TAP)	
CO ₂	
Sulfures	
Silicium	Si
Calcium	Ca
Magnesium	Mg
Sodium	Na
Potassium	K
Aluminium	Al
Fer	Fe
Manganèse	Mn
Cuivre	Cu
Zinc	Zn
Cobalt	Co
Baryum	Ba
Arsenic	As
Cadmium	Cd
Chrome	Cr
Mercure	Hg
Nickel	Ni
Plomb	Pb
Argent	Ag
Font également partie :	
Demande biochimique en oxygène	BOD
Demande chimique en oxygène	COD
Carbone organique total	TOC
Carbone organique dissous	DOC
Oxydabilité au KMnO ₄	
Indice phénol	
Détergents anioniques	MBAS
Matières extractibles à l'éther de pétrole	

Catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques

Chlorophylle
 Indice biotique par macro-invertébrés
 Toxichromo-test
 Test de toxicité par *Brachydanio* 96h
 Test de toxicité par *Daphnies* 48h
 Germes thermosensibles :
 — recherche des coliformes fécaux
 — recherche des streptocoques
 — comptage des germes sur milieu spécifique
 Recherche de staphylocoques
 Recherche et identification d'autres germes pathogènes

Catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques

Composés organohalogénés AOX
 Composés organohalogénés extractibles EOX
 Composés organohalogénés volatils VOX

Hydrocarbures apolaires (IR-CCl₄)
 Hydrocarbures apolaires sur échantillon complémentaire
 Pesticides organochlorés
 — eau de surface
 — eau de distribution
 PCB (Biphényles polychlorés)
 — eau de surface
 — eau de distribution
 PAK
 Hydrocarbures aromatiques polycycliques
 — eau de surface
 — eau de distribution
 THM dans l'eau de distribution
 Hydrocarbures halogènes volatils
 Hydrocarbures aromatiques monocycliques
 Hydrocarbures volatils.
 Autres déterminations par CG ou HPLC (accord préalable)
 Identification des fractions
 Spectrométrie de masse

Annexe II

Tarifs des analyses d'échantillons d'eau

I. Chimie inorganique — paramètres physico-chimiques

	Prix de base FB	Service public FB
Température	120	100
pH	120	100
Conductivité	120	100
Matières en suspension 105° C	360	290
Matières sédimentables	200	160
Turbidité	300	240
Oxygène	300	240
Chlorures	500	400
Sulfates	500	400
Fluorures	500	400
Cyanures	1 100	880
Nitrates	500	400
Nitrites	500	400
Azote ammoniacal	500	400
Azote Kjeldahl	850	680
Orthophosphates	500	400
Phosphore total	850	680
Dureté totale	360	290
Alcalinité (TAM-TAP)	750	600
CO ₂	360	290
Sulfures	420	340
Silicium	1 100	880

		Prix de base FB	Service public FB
Calcium	Ca	650	520
Magnésium	Mg	650	520
Sodium	Na	650	520
Potassium	K	650	520
Aluminium	Al	1 100	880
Fer	Fe	650	520
Manganèse	Mn	650	520
Cuivre	Cu	650	520
Zinc	Zn	650	520
Cobalt	Co	650	520
Baryum	Ba	650	520
Arsenic	As	1 100	880
Cadmium	Cd	1 100	880
Chrome	Cr	650	520
Mercure	Hg	1 100	880
Nickel	Ni	650	520
Plomb	Pb	650	520
Argent	Ag	650	520

II. Chimie organique — paramètres aspécifiques

		Prix de base FB	Service public FB
Demande biochimique en oxygène	BOD	750	600
Demande chimique en oxygène	COD	850	680
Carbone organique total	TOC	200	160
Carbone organique dissous	DOC	300	240
Oxydabilité au KMnO ₄		500	400
Indice phénol		1 100	880
Détergents anioniques	MBAS	5 000	4 000
Matières extractibles à l'éther de pétrole		1 000	800
Composés organohalogénés	AOX	5 000	4 000
Composés organohalogénés extractibles	EOX	5 000	4 000
Composés organohalogénés volatils	VOX	1 000	800
Hydrocarbures apolaires (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Hydrocarbures apolaires sur échantillon complémentaire		1 000	800

III. Chimie organique — paramètres spécifiques

	Prix de base FB	Service public FB	Remarques
Pesticides organochlorés			
— eau de surface	13 000	9 000	1. 2.
— eau de distribution	5 000	4 000	1.
PCB (Biphényles polychlorés)			
— eau de surface	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— eau de distribution	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Hydrocarbures aromatiques polycycliques			
— eau de surface	11 000	8 000	6.
— eau de distribution	5 000	4 000	6.
THM dans l'eau de distribution	5 000	4 000	

1. Analyse standard : aldrine, dieldrine, endrine, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. Le calcul du prix pour la détermination d'un composé spécifique est établi comme suit : 5 000 F par échantillon auxquels s'ajoutent 1 000 F par identification qualitative et/ou supplémentaire, plafonné à 20 000 F; pour les services publics, respectivement 500 F par échantillon et 500 F par composé supplémentaire avec un max. 12 000 F.
3. Pour les sept composés types.
4. Lorsqu'il n'y a pas de détermination de pesticides organochlorés sur le même échantillon.
5. Lorsqu'il y a détermination de pesticides organochlorés sur le même échantillon.
6. Les « 6 de Borneff ».

	Prix de base BF	Service public BF	Remarques
Hydrocarbures halogènes volatils	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
par composant max.		par composant max.	
analyse complète	15 000	9 000	
Hydrocarbures aromatiques mono- cycliques	5 000	4 000	
	+	- +	
	1 000	500	
par composant		par composant	
Hydrocarbures volatils			
Autres déterminations par CG ou HPLC (accord préalable)	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
par composant		par composant	
Identification des fractions	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
par référence		par référence	si fourniture de la référence
	5 000	4 000	
par échantillon supplé- mentaire		par échantillon supplé- mentaire	sans fourniture de la référence
	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
par échantillon supplé- mentaire		par échantillon supplé- mentaire	
Spectrométrie de masse	*	*	Prix minimum de 30 000 F (services publics : 24 000 F) et après accord

IV. Paramètres hydrobiologiques-bactériologie

	Prix de base FB	Service public FB
Chlorophylle	1 000	800
Indice biotique par macro-inverté- brés	10 000	8 000
Toxichromo-test	4 000	3 200
Test de toxicité par Brachydanio 96h	12 000	10 000
Test de toxicité par Daphnies 48 h	12 000	10 000
Germes thermosensibles	690	550
Recherche des coliformes fécaux	532	430
Recherche des streptocoques	690	550
Comptage des germes sur milieu spécifiques	690	550
Recherche de staphylocoques	620	500
Recherche et identification d'autres germes pathogènes	(accord préalable)	

ÜBERSETZUNG

22. OKTOBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 6, § 1 II, Punkt 1 und 6, § 1 V, Punkt 2;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere des Artikel 87, § 1;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 12. Juni 1987;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, daß die Maßnahmen zum Schutz gegen die Verschmutzung aufgrund des Zustands des Oberflächenwassers unverzüglich angewandt werden müssen und daß es zu diesem Zweck wichtig ist, daß die für die offiziellen Untersuchungen zugelassenen Labore ihre Tätigkeiten sofort ausüben können;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

« Minister » : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

« Dekret » ; das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung.

Art. 2. Um die in Artikel 87, § 1 des Dekrets erwähnte Zulassung zu erhalten, müssen die Labore in der Wallonischen Region gelegen sein und die im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen erfüllen.

Art. 3. Es gibt drei Zulassungskategorien :

Kategorie A : physikochemische Untersuchungen;

Kategorie B : hydrobiologische und mikrobiologische Untersuchungen (bakteriologische und virologische Untersuchungen);

Kategorie C : toxikologische und spezifische organische Untersuchungen.

Eine Liste der Untersuchungen, die diese Kategorien bilden, befindet sich in Anlage 1.

Art. 4. Der Zulassungsantrag wird bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt — Generalinspektion für Wasser — gestellt.

Folgende Auskünfte werden dem Antrag beigefügt :

1. die Identität der natürlichen Person oder die Rechtsstellung der juristischen Person, die das Labor, dessen Zulassung beantragt wird, betreibt;

2. der Wohnsitz oder der Gesellschafts- und Verwaltungssitz des Antragstellers sowie der Betriebssitz des Labors;

3. der Name, der Beruf und die Funktion der Person, die das Labor tatsächlich leitet;

4. eine Liste der mit den Untersuchungen beauftragten Personalmitglieder mit Angabe ihrer beruflichen Qualifikation;

5. eine Beschreibung der Räume, des Materials, der wissenschaftlichen Apparatur und der Dokumentation, über die das Labor verfügt;

6. die Kategorie(n), für die die Zulassung beantragt wird. Innerhalb eines Monats des Empfangs des Antrags übermittelt die Generalinspektion für Wasser dem Richtlabor eine Kopie dieses Antrags, um das in Artikel 6 vorgesehene Verfahren einzuleiten.

Art. 5. Das Institut für Hygiene und Epidemiologie in Brüssel, nachstehend das Institut genannt, wird als Richtlabor bestimmt.

Art. 6. 1. Der Antragsteller untersucht drei Musterproben für jede Kategorie, für die die Zulassung beantragt wird. Die Musterproben werden vom Institut geliefert, welches die anzuwendende(n) genormte(n) analytische(n) Methode(n) angibt.

Die Ergebnisse der Untersuchungen dürfen die vom Institut festgelegten Fehlergrenze nicht überschreiten.

2. Wenn die Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, nimmt der Antragsteller innerhalb dreier Monate die Untersuchung von drei neuen vom Institut gelieferten Musterproben vor.

3. Wenn die neuen Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, nimmt der Antragsteller eine Untersuchung von drei anderen vom Institut gelieferten Musterproben vor.

Ein zweites Exemplar dieser Musterproben wird einem in der Wallonischen Region gelegenen und vom Institut bestimmten Fachlabor zur Gegenprobe zugeschickt.

Ein Protokoll wird vom Institut und vom Fachlabor aufgestellt.

4. Wenn die Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, wird die Zulassung verweigert. Ein neuer Antrag kann nur nach einer Frist von drei Jahren gestellt werden, die an dem bei der dritten Untersuchung aufgestellten Protokoll gilt.

5. Die durch das Zulassungsverfahren entstandenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Art. 7. Die Zulassung wird vom Minister erteilt. Sie gilt für eine Zeitspanne von fünf Jahren.

Der Erneuerungsantrag muß spätestens drei Monate vor Ablauf der Frist gestellt werden. Das zugelassene Labor kann weiterhin Untersuchungen ausführen, bis über diesen Antrag nach dem in Artikel 4 vorgesehenen Verfahren befunden worden ist.

Art. 8. In bezug auf die von der Wallonischen Region angeforderten Untersuchungen muß jedes zugelassene Labor :

1. der Generalinspektion für Wasser (G.I.W.) eine Kopie von jedem nach den Anweisungen der besagten Inspektion aufgestellten Untersuchungsbericht sowie einen Bericht über die angewandte Untersuchungsmethode zuschicken;

2. ein Register über die Untersuchungen führen, in dem die ausgeführten Arbeitsvorgänge sowie die Ergebnisse vermerkt werden;

3. eine getrennte Buchführung über die ausgeführten Untersuchungen halten;
4. den Bediensteten der Generalinspektion für Wasser erlauben, die Räume des Labors zu betreten und alle Dokumenten bezüglich der Untersuchungen und der Buchführung einzusehen;
5. sich an die vom Belgischen Normungsinstitut veröffentlichten Anweisungen und an die Richtlinien der Generalinspektion für Wasser in bezug auf die Bedingungen und die Methoden der Untersuchung und die Abfassung der diesbezüglichen Berichte halten;
6. sich dazu verpflichten, keiner Drittperson die Ergebnisse der Untersuchungen mitzuteilen und sie auch nicht ohne Erlaubnis des Ministers zu veröffentlichen;
7. die Generalinspektion für Wasser über jegliche Änderung betreffend die im Zulassungsantrag mitgeteilten Auskünfte informieren.

Art. 9. Jedes zugelassene Labor muß die Probeentnahmen und Untersuchungen ausführen, die von den Gerichtsbehörden und von den Bediensteten, die gemäß Artikel 60 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung zu diesem Zweck vom Minister befugt worden sind, angefordert werden.

Art. 10. Die Kosten für die Untersuchung und die Probeentnahmen werden auf der Grundlage der in Anlage 2 angegebenen Tarife festgelegt.

Diese werden am 1. Januari eines jeden Jahres aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise ab dem am 1. Januar 1988 angewandten Index angepaßt.

Wenn die Untersuchung mehrerer Proben, die gleichzeitig ausgeführt werden können, angefordert wird, werden die Tarife wie folgt herabgesetzt :

- 10 % Ermäßigung von der zweiten bis zur fünften Probe,
- 20 % Ermäßigung von der fünften bis zur zehnten Probe,
- 30 % Ermäßigung ab 10 Proben.

Art. 11. Die vom Minister angeforderten Untersuchungskampagnen bilden den Gegenstand von Verträgen, die deren Modalitäten und Finanzierung regeln.

Art. 12. Im Falle einer Übertragung des zugelassenen Labors an eine natürliche oder juristische Person oder im Falle einer Fusion oder einer Übernahme der juristischen Person, der die Zulassung erteilt worden ist, muß der Antrag erneuert werden.

Dieser Antrag muß den Vorschriften der Artikel 4 und 6 entsprechen.

In diesen Fällen ist die Frist für die Einreichung des Antrags auf drei Monate festgelegt.

Wenn der Antrag nicht innerhalb dieser Frist gestellt worden ist, wird die Zulassung vom Minister zurückgezogen. Der Beschluß über den Entzug wird dem Betreffenden zugestellt und auszugsweise in *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 13. § 1. Der Minister kann die Zulassung ganz oder teilweise, provisorisch oder endgültig zurückziehen, wenn :

1. die gemäß Artikel 4 und Artikel 8 Punkt 7 übermittelten Auskünfte der Wirklichkeit nicht entsprechen;
2. die Bestimmungen der Artikel 8 und 9 nicht eingehalten werden;
3. die Untersuchungsergebnisse systematisch bestreitbar sind.

§ 2. Vor dem Entzug der Zulassung wird dem betreffenden Labor eine Mahnung per Einschreiben zugestellt; es wird aufgefordert, seine Argumente innerhalb eines Monats vorzubringen.

§ 3. Der Beschluß über den Entzug wird begründet. Er wird dem Betreffenden zugestellt und auszugsweise im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 14. Die Liste der zugelassenen Labore wird jährlich im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 15. Das Institut kann die Zulassung für seine in der Wallonischen Region gelegenen Labore erhalten, ohne die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Bedingungen erfüllen zu müssen.

In diesem Fall muß es nur die Artikel 8 Punkt 1 und Punkt 2 erwähnten Verpflichtungen einhalten.

Art. 16. Die Labore, die aufgrund des Ministerialerlasses vom 25. Juli 1975 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung zur Probe von Laboren, in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 23. Januar 1974 über die allgemeine Regelung bezüglich der Einleitung von Abwässern in die öffentliche Kanalisation und in das Oberflächenwasser, zugelassen sind, werden von Amts wegen unter den Bedingungen des vorliegenden Erlasses für eine Zeitspanne von zwei Jahren ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugelassen.

Art. 17. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18. Der Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 22. Oktober 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET.

Der Minister der Raumordnung,
des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD.

Anlage I

Zulassungskategorien

Kategorie A : physikochemische Untersuchungen

Temperatur
 pH
 Leitfähigkeit
 Schwefelbestoffe 105° C
 Sinkstoffe
 Trübung
 Trockensubstanzen
 Trocknungsrückstand
 Kornaufbau
 Sauerstoff
 Chloride
 Sulfate
 Fluoride
 Cyanide
 Nitrate
 Nitrite
 Ammoniakstickstoff
 Stickstoff durch Kjeldahlmethode
 Orthophosphate
 Gesamtphosphor
 Gesamthärte
 Alkalität (MAT-PAT)
 CO₂
 Sulfide
 Silicium Si
 Calcium Ca
 Magnesium Mg
 Natrium Na
 Kalium K
 Aluminium Al
 Eisen Fe
 Mangan Mn
 Kupfer Cu
 Zink Zn
 Cobalt Co
 Barium Ba
 Arsen As
 Cadmium Cd
 Chrom Cr
 Quecksilber Hg
 Nickel Ni
 Blei Pb
 Silber Ag

Gehören ebenfalls dazu :

Biochemischer Sauerstoffbedarf BSB
 Chemischer Sauerstoffbedarf CSB
 Gesamter organischer Kohlenstoff-
 gehalt TOC
 Gelöster organischer Kohlenstoff DOC
 KMnO₄ — Verbrauch
 Phenolzahl
 Anionische Waschmittel MBAS
 Mit Gasolin extrahierbare Stoffe

Kategorie B : hydrobiologische und mikrobiologische Untersuchungen

Chlorophyll
 Bioindiz durch Makroinvertebrate
 Toxichromotest
 Toxizitätstest durch Brachydanio 96h
 Toxizitätstest durch Daphnies 48h
 Wärmeempfindliche Keime :
 — Ermittlung der fäkalen Colibakterien
 — Ermittlung der Streptokokken
 — Zählung der Keime auf spezifischem Milieu
 Ermittlung von Staphylokokken
 Ermittlung und Nachweis anderer krankheitserregender Keime

Kategorie C : spezifische organische und toxikologische Untersuchungen

Organohalogenhaltige Verbindungen	AOX
Extrahierbare Organohalogenhaltige Verbindungen	EOX
Volatile Organohalogenhaltige Verbindungen	VOX
Apolare Kohlenwasserstoffe (IR-CC1.)	
Apolare Kohlenwasserstoffe auf zusätzlicher Probe	
Organochlorhaltige Pestizide	
— Oberflächenwasser	
— Leitungswasser	
PCB (Polychlorbiphenyl)	
— Oberflächenwasser	
— Leitungswasser	
PAK	
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	
— Oberflächenwasser	
— Leitungswasser	
THM im Leitungswasser	
Volatile Halogenkohlenwasserstoffe	
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	
Volatile Kohlenwasserstoffe	
Andere Bestimmungen durch CG oder HPLC (vorherige Genehmigung)	
Nachweis der Fraktionen	
Massenspektrometrie	

Anlage II

Tarife für die Untersuchungen von Wasserproben

I. Anorganische Chemie — physikochemische Parameter

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Temperatur	120	100
pH	120	100
Leitfähigkeit	120	100
Schwebestoffe 105° C	380	290
Sinkstoffe	200	160
Trübung	300	240
Sauerstoff	300	240
Chloride	500	400
Sulfate	500	400
Fluoride	500	400
Cyanide	1 100	880
Nitrate	500	400
Nitrite	500	400
Ammoniakstickstoff	500	400
Stickstoff durch Kjeldahlmethode	850	680
Orthophosphate	500	400
Gesamtphosphor	850	680
Gesamthärte	360	290
Alkalität (MAT-PAT)	750	600
CO ₂	360	290
Sulfide	420	340
Silicium	1 100	880
Calcium	650	520
Magnesium	650	520
Natrium	650	520
Kalium	650	520
Aluminium	1 100	880
Eisen	650	520
Mangan	650	520
Kupfer	650	520

		Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Zink	Zn	650	520
Cobalt	Co	650	520
Barium	Ba	650	520
Arsen	As	1 100	880
Cadmium	Cd	1 100	880
Chrom	Cr	650	520
Quecksilber	Hg	1 100	880
Nickel	Ni	650	520
Blei	Pb	650	520
Silber	Ag	650	520

II. Organische Chemie — unspezifische Parameter

		Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Biochemischer Sauerstoffbedarf	BSB	750	600
Chemischer Sauerstoffbedarf	CSB	850	680
Gesamter organischer Kohlenstoff- gehalt	TOC	200	160
Gelöster organischer Kohlenstoff- gehalt	DOC	300	240
KMnO ₄ — Verbrauch		500	400
Phenoizahl		1 100	880
Anionische Waschmittel	MBAS	5 000	4 000
Mit Gasolin extrahierbare Stoffe		1 000	800
Organohalogenhaltige Verbindungen	AOX	5 000	4 000
Extrahierbare Organohalogenhaltige Verbindungen	EOX	5 000	4 000
Volatile Organohalogenhaltige Verbindungen	VOX	1 000	800
Apolare Kohlenwasserstoffe (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Apolare Kohlenwasserstoffe auf zusätzlicher Probe		1 000	800

III. Organische Chemie — spezifische Parameter

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF	Bemerkungen
Organochlorhaltige Pestizide			
— Oberflächenwasser	13 000	9 000	1. 2.
— Leitungswasser	5 000	4 000	1.
PCB (Polychlorbiphenyl)			
— Oberflächenwasser	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— Leitungswasser	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe			
— Oberflächenwasser	11 000	8 000	6.
— Leitungswasser	5 000	4 000	6.
THM im Leitungswasser	5 000	4 000	

1. Genormte Untersuchung : Aldrin, Dieldrin, Endrin, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. Der Preis für die Bestimmung einer spezifischen Verbindung wird wie folgt berechnet : 5 000 BF pro Probe plus 1 000 BF pro zusätzlichen qualitativen und/oder quantitativen Nachweis, begrenzt auf 20 000 BF; für die öffentlichen Dienste : jeweils 500 BF pro Probe und 500 BF pro zusätzliche Verbindung mit einem Höchstbetrag von 12 000 BF).
3. Für die sieben Musterverbindungen.
4. Wenn keine Bestimmung von organochlorhaltigen Pestiziden auf derselben Probe vorgenommen wird.
5. Wenn eine Bestimmung von organochlorhaltigen Pestiziden auf derselben Probe vorgenommen wird.
6. Die « 6 von Borneff ».

		Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF	Bemerkungen
Volatile	Halogenkohlenwasser-	5 000	4 000	
stoffe		+	+	
		1 000	500	
	pro Komponente		pro Komponente	
	Max.		Max.	
vollständige Untersuchung		15 000	9 000	
Monozyklische aromatische		5 000	4 000	
Kohlenwasserstoffe		+	+	
		1 000	500	
	pro Komponente		pro Komponente	
Volatile Kohlenwasserstoffe				
Andere Bestimmungen durch CG		5 000	4 000	
oder HPLC (vorherige Genehmi-				
gung)		+	+	
		1 000	500	
	pro Komponente		pro Komponente	
Nachweis der Fraktionen		5 000	4 000	
		+	+	
		1 000	500	
	pro Bezugseinheit		pro Bezugseinheit	mit Übermittlung der Bezugseinheit
		5 000	4 000	
	pro zusätzliche Probe		pro zusätzliche Probe	ohne Übermittlung der Bezugseinheit
		10 000	8 000	
		+	+	
		5 000	4 000	
	pro zusätzliche Probe		pro zusätzliche Probe	
Massenspektrometrie				Mindestpreis von 30 000 BF (öffentliche Dienste : 24 000 BF) und nach Genehmi- gung

IV. Hydrobiologische Parameter — Bakteriologie

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Chlorophyll	1 000	800
Bioindiz durch Makroinvertebrate	10 000	8 000
Toxichromotest	4 000	3 200
Toxizitätstest durch Brachydanio	12 000	10 000
96h		
Toxizitätstest durch Daphnies 48 h	12 000	10 000
Wärmeempfindliche Keime	690	550
Ermittlung der fäkalen Colibakte-	532	430
reien		
Ermittlung der Streptokokken	690	550
Zählung der Keime auf spezifi-	690	550
ischem Milieu		
Ermittlung von Staphylokokken	620	500
Ermittlung und Nachweis anderer	(vorherige Genehmigung)	
krankheitsregender Keime		

VERTALING

N. 88 — 187

22 OKTOBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikelen 6, § 1, II, 1° en 6, § 1, V, 2°;

Gelet op de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op artikel 67, § 1;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor de bescherming van de oppervlaktewateren;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, d.d. 12 juni 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de toestand van de oppervlaktewateren oplegt dat de beschermingsmaatregelen tegen de vervuiling onverwijld toegepast worden en dat het daartoe van belang is dat de laboratoria erkend voor de officiële analyses onverwijld hun activiteiten kunnen uitoefenen;

Op de voordracht van de Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

« Minister » : het Lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort;

« decreet » : de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling.

Art. 2. Om de in artikel 67, § 1, van het decreet bedoelde erkenning te bekomen, moeten de laboratoria in het Waalse Gewest gevestigd zijn en aan de door dit besluit bepaalde voorwaarden beantwoorden.

Art. 3. Er zijn drie categoriën van erkenningen :

categorie A : fysische-scheikundige analyses;

categorie B : hydrobiologische en microbiologische analyses (bacteriologische en virologische);

categorie C : bijzondere organische en toxicologische analyses.

Een lijst van de analyses welke deze categoriën vormen wordt in bijlage I opgenomen.

Art. 4. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij de Algemene Directie van de Natuurlijke Hulpbronnen en het Leefmilieu — Algemene Inspectie van het Water. De volgende inlichtingen worden eraan gevoegd :

1° de identiteit van de natuurlijke persoon of het rechtspersoon die het laboratorium waarvoor de erkenning wordt gevraagd uitbaat;

2° de woonplaats of de maatschappelijke en administratieve zetels van de aanvrager evenals de uitbatingszetel van het laboratorium;

3° de naam, het beroep en de functie van de persoon die de werkelijke leiding van het laboratorium heeft;

4° een lijst van de leden van het personeel belast met de analyses, met aanduiding van hun beroepskwalificaties;

5° een beschrijving van de lokalen, het materiaal, de wetenschappelijke apparatuur en de dokumentatie waarover het laboratorium beschikt;

6° de categorie(ën) waarvoor de erkenning gevraagd is.

De Algemene Inspectie van het Water stuurt, binnen de maand van de ontvangst van de aanvraag, een afschrift ervan aan het referentielaboratorium ten einde de in artikel 6 bedoelde procedure te beginnen.

Art. 5. Het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie te Brussel, hierna volgend het Instituut genaamd wordt als referentielaboratorium aangewezen.

Art. 6. 1. De aanvrager zal de analyse doen van drie standaardmonsters voor iedere categorie waarvoor de erkenning aangevraagd is. De standaardmonsters worden afgeleverd door het Instituut welk de te volgen genormaliseerde ontledingsmethode(n) aanduidt.

De uitslagen van deze analyses zullen geen vergissingsmarge hoger dan deze vastgesteld door het Instituut mogen tonen.

2. Indien de resultaten van de analyses niet voldoende zijn, gaat de aanvrager over, binnen drie maanden, tot de analyse van drie nieuwe standaardmonsters afgeleverd door het Instituut.

3. Indien de nieuwe analyseresultaten niet voldoende zijn, gaat de aanvrager over tot een analyse van drie andere standaardmonsters afgeleverd door het Instituut.

Een dubbel van deze standaardmonsters zal voor een tegenstrijdige analyse doorgegeven worden aan een deskundig laboratorium gevestigd in het Waalse Gewest en aangewezen door het Instituut.

Een proces-verbaal zal opgemaakt worden door het Instituut en het deskundig laboratorium.

4. Indien de resultaten van de analyses niet voldoende zijn wordt de erkenning geweigerd. Een nieuwe aanvraag kan enkel ingediend worden na een termijn van drie jaar dat ingaat te rekenen van het proces-verbaal opgemaakt ter gelegenheid van de derde analyse.

5. De kosten die voortvloeien uit de erkenningsprocedure zijn ten laste van de aanvrager.

Art. 7. De erkenning wordt afgeleverd door de Minister. Zij is geldig voor een duur van vijf jaar.

De vernieuwingsaanvraag moet opgesteld worden ten laatste drie maanden voor het eindigen van de termijn. Totdat er volgens de in artikel 4 bedoelde procedure over beslist wordt, kan het erkende laboratorium voortgaan met het uitvoeren van analyses.

Art. 8. Voor wat betreft de door het Waalse Gewest gevraagde analyses, is elk laboratorium gehouden :

1° aan de Algemene Inspectie van het Water (A.I.W.) een afschrift van elk analyseprotocol dat opgemaakt is volgens de voorschriften van vermelde Inspectie evenals een verslag dat de gebruikte analysemethode vermeldt toe te sturen;

2° een register van de analyses bij te houden met vermelding van de uitgevoerde operaties alsmede de bekomen resultaten;

3° een afzonderlijke boekhouding bij te houden betreffende de uitgevoerde analyses;

4° de ambtenaren van de Algemene Inspectie van het Water toegang te verlenen tot de lokalen van het laboratorium en alle dokumenten die betrekking hebben tot de analyses en de boekhouding in te zien;

5° zich te gedragen naar de door het Belgisch Instituut voor Normalisatie uitgegeven voorschriften en de richtlijnen van de Algemene Inspectie van het Water voor wat betreft de voorwaarden en methoden van analyse en het opmaken van de eraan verbonden protocollen;

6° niet zonder toelating van de Minister de resultaten van de analyses aan derden mee te delen of uit te geven;

7° de Algemene Inspectie van het Water in te lichten van elke wijziging betreffende de inlichtingen vermeld in de aanvraag tot erkenning.

Art. 9. Ieder erkend laboratorium is gehouden tot het verrichten van monsternemingen en analyses gevraagd door de rechterlijke overheid of door de ambtenaren daarvoor bevoegd door de Minister overeenkomstig artikel 66 van de verordening van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling.

Art. 10. De analyse- en monsternemingskosten zijn vastgesteld op basis van de in bijlage twee aangegeven tarieven.

Deze worden aangepast op 1 januari van ieder jaar afhankelijk van het indexcijfer der verbruiksprijs van af het indexcijfer toepasselijk op 1 januari 1988.

Bij aanvragen van analyse van verschillende monsters welke gelijktijdig verricht kunnen worden, worden de tarieven als volgt verminderd :

- 10 % vermindering van het 2^e tot het 5^e monster,
- 20 % vermindering van het 5^e tot het 10^e monster,
- 30 % vermindering van af 10 monsters.

Art. 11. De door de Minister gevraagde analysecampagnes zullen het doel zijn van contracten welke de modaliteiten en de financiering ervan zullen regelen.

Art. 12. In geval van overdraging van het erkend laboratorium aan een andere natuurlijke of rechtspersoon, of in geval van fusie of opsorping van de rechtspersoon waaraan de erkenning afgeleverd werd, moet de aanvraag vernieuwd worden.

Deze aanvraag zal moeten overeenstemmen met de voorschriften van artikelen 4 en 6.

In deze gevallen, is de termijn om de aanvraag in te dienen van drie maanden.

Indien de aanvraag niet ingediend is binnen deze termijn wordt de erkenning door de Minister ingetrokken. Het intrekkingbesluit wordt aan de belanghebbende bekend gemaakt en verschijnt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. § 1. De erkenning kan geheel of ten dele door de Minister ingetrokken worden, voorlopig of definitief indien :

1° de ingezonden inlichtingen overeenkomstig artikel 4 en artikel 8, 7° niet in overeenstemming zijn met de werkelijke toestand;

2° de voorschriften van artikelen 8 en 9 niet nageleefd zijn;

3° de analyseresultaten systematisch betwisbaar zijn.

§ 2. Voor de intrekking van de erkenning krijgt het belanghebbend laboratorium een waarschuwing bij een ter post aangetekende brief; het wordt uitgenodigd zijn verweermiddelen te doen gelden binnen het termijn van één maand.

§ 3. Het intrekkingbesluit is met redenen omkleed. Het wordt aan de belanghebbende bekendgemaakt en verschijnt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De lijst van de erkende laboratoria verschijnt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. Het Instituut kan de erkenning voor zijn in het Waalse Gewest gevestigde laboratoria bekomen zonder hoeven te voldoen aan de in dit besluit voorziene voorwaarden.

In dit geval is het enkel gehouden de in artikel 8, 1° en 2° vermelde verplichtingen na te leven.

Art. 16. De laboratoria erkend krachtens het ministerieel besluit van 25 juli 1975 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning op proef van laboratoria ter uitvoering van het koninklijk besluit van 23 januari 1974 houdende algemeen reglement van het lozen van afvalwater in openbare riolen en in oppervlaktewateren worden van rechtswege erkend volgens de voorwaarden van dit besluit voor een duur van twee jaar te rekenen van af de inwerkingstreding van dit besluit.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 oktober 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET.

De Minister van het Waalse Gewest voor de Ruimtelijke Ordening,
het Water en het Landleven,

A. LIENARD.

Bijlage I

Erkenningscategoriën

Categorie A : fysische-scheikundige analyses

Temperatuur	
pH	
Geleidend vermogen	
Stoffen in suspensie 105° C	
Bezinkbare stoffen	
Troebelheid	
Droge stoffen	
Droog bezinksel	
Granulometrie	
Zuurstof	
Chloriden	
Sulfaten	
Fluoriden	
Cyaniden	
Nitraten	
Nitriten	
Ammoniakale stikstof	
Kjeldahl-stikstof	
Orthofosfaten	
Totaal fosfaat	
Totale hardheid	
Alkaliteit (TAM-TAP)	
CO ₂	
Sulfiden	
Silicium	Si
Calcium	Ca
Magnesium	Mg
Natrium	Na
Kalium	K
Aluminium	Al
IJzer	Fe
Mangaan	Mn
Koper	Cu
Zinc	Zn
Kobalt	Co
Barium	Ba
Arsenicum	As
Kadmium	Cd
Chromium	Cr
Kwik	Hg
Nikkel	Ni
Lood	Pb
Zilver	Ag
Maken eveneens deel uit :	
Biochemisch zuurstofverbruik	BOD
Chemisch zuurstofverbruik	COD
Totaal organisch koolstof	TOC
Opgelost organisch koolstof	DOC
Oxydeerbaarheid met KMnO ₄	
Fenolindex	
Anionische reinigingsmiddelen	MBAS
Stoffen extraheerbaar met petroleumether	

Categorie B : hydrobiologische en microbiologische analyses

Chlorofiel	
Biotisch index per macro-ongewerveld dier	
Toxichromo-test	
Toxiciteitstest bij middel van Brachydanio 96 u.	
Toxiciteitstest bij middel van Daphniae 48 u.	
Kiemen gevoelig voor warmte :	
— opzoeking van coli faecali	
— opzoeking van streptococci	
— telling van kiemen op specifiek milieu	
Opzoeking van staphylococci	
Opzoeking en identiteitsvaststelling van andere ziektekiemen	

Categorie C : bijzondere organische en toxicologische analyses

- Organische halogeenverbindingen AOX
- Extraheerbare organische halogeenverbindingen EOX
- Vluchtige organische halogeenverbindingen VOX
- Apolaire koolwaterstoffen (IR-CCI)
- Apolaire koolwaterstoffen op bijkomend monster
- Organochloorpesticiden
 - oppervlaktewater
 - distributiewater
- PCB (Polychlorobifenylen)
 - oppervlaktewater
 - distributiewater
- PAK
- Polycyclische aromatische koolwaterstoffen
 - oppervlaktewater
 - distributiewater
- THM in het distributiewater
- Vluchtige halogeenkoolwaterstoffen
- Monocyclische aromatische koolwaterstoffen
- Vluchtige koolwaterstoffen
- Andere vaststellingen bij middel van CG of HPLC (voorafgaande instemming)
- Identiteitsvaststelling van de gedeelten
- Massaspectrometrie

Bijlage II

Tarieven van de analyses van watermonsters

I. Inorganische scheikunde — fysische-scheikundige parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Temperatuur		
pH	120	100
Geleidend vermogen	120	100
Stoffen in suspensie 105° C	120	100
Bezinkbare stoffen	360	290
Troebelheid	200	180
Zuurstof	300	240
Chloriden	300	240
Sulfaten	500	400
Fluoriden	500	400
Cyaniden	500	400
Nitraten	1 100	880
Nitriten	500	400
Ammoniakale stikstof	500	400
Kjeldahl-stikstof	500	400
Orthofosfaten	850	680
Totaal fosfaat	500	400
Totale hardheid	850	680
Alkaliteit (TAM-TAP)	360	290
CO ₂	750	600
Sulfiden	360	290
Silicium	420	340
Calcium	1 100	880
Magnesium	650	520
Natrium	650	520
Kalium	650	520
Aluminium	650	520
IJzer	1 100	880
Mangaan	650	520
Koper	650	520
Zink	650	520
Kobalt	650	520
Barium	650	520
Arsenicum	650	520
Kadmium	1 100	880
Chromium	1 100	880
	650	520

		Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Kwik	Hg	1 100	880
Nikkel	Ni	650	520
Lood	Pb	650	520
Zilver	Ag	650	520

II. Organische scheikunde — specifieke parameters

		Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Biochemisch zuurstofverbruik	BOD	750	600
Chemisch zuurstofverbruik	COD	850	680
Totaal organisch koolstof	TOC	200	160
Opgelost organisch koolstof	DOC	300	240
Oxydeerbaarheid met KMnO ₄		500	400
Fenolindex		1 100	880
Anionische reinigingsmiddelen	MBAS	5 000	4 000
Stoffen extraheerbaar met petroleumether		1 000	800
Organische halogeenverbindingen	AOX	5 000	4 000
Extraheerbare organische halogeenverbindingen	EOX	5 000	4 000
Vluchtige organische halogeenverbindingen	VOX	1 000	800
Apolaire koolwaterstoffen (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Apolaire koolwaterstoffen op bijkomend monster		1 000	800

III. Organische scheikunde — specifieke parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Organochloorpesticiden			
— oppervlaktewater	13 000	9 000	1. 2.
— distributiewater	5 000	4 000	1.
PCB (Polychlorobifenylen)			
— oppervlaktewater	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— distributiewater	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen			
— oppervlaktewater	11 000	8 000	6.
— distributiewater	5 000	4 000	6.
THM in het distributiewater	5 000	4 000	

1. Standaard analyse : aldrin, dieldrin, endrin, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. De berekening van de prijs voor de vaststelling van een specifieke verbinding wordt vastgesteld als volgt : 5 000 Fr per monster waar 1 000 Fr bijkomt per kwalitatieve en/of bijkomende kwantitatieve identiteitsvaststelling, beperkt tot 20 000 F; voor de openbare diensten, respectievelijk 500 F per monster en 500 F per bijkomende verbinding met een maximum van 12 000 F.
3. Voor de zeven type-verbindingen.
4. Indien er geen vaststelling van organochloorpesticiden op hetzelfde monster is.
5. Indien er vaststelling van organochloorpesticiden op hetzelfde monster is.
6. De « 6 van Borneff ».

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Vluchtige halogeenwaterstoffen	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
per bestanddeel		per bestanddeel	
max.		max.	
Volledige analyse	15 000	9 000	
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
per bestanddeel		per bestanddeel	

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Vluchtige koolwaterstoffen			
Andere vaststellingen bij middel van CG of HPLC (voorafgaande instemming)	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
	per bestanddeel	per bestanddeel	
Identiteitsvaststelling van de gedeelten	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	1 000	
	per referentie	per referentie	indien levering van de referentie
	5 000	4 000	
	per bijkomend monster	per bijkomend monster	zonder levering van de referentie
	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
	per bijkomend monster	per bijkomend monster	
Massaspectrometrie	.	.	Minimumprijs van 30 000 F (openbare diensten : 24 000 F) en na instemming

IV. Hydrobiologische-bacteriologische parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Chlorofiel	1 000	800
Biotisch index per macro-ongewerveld dier	10 000	8 000
Toxichromo-test	4 000	3 200
Toxiciteitstest bij middel van Brachydanio 96 u.	12 000	10 000
Toxiciteitstest bij middel van Daphniae 48 u.	12 000	10 000
Kiemen gevoeling voor warmte	690	550
Opzoeking van coli faecali	532	430
Opzoeking van streptococci	690	550
Telling van kiemen op specifiek milieu	690	550
Opzoeking van staphylococci	620	500
Opzoeking en identiteitsvaststelling van andere ziektekiemen	(voorafgaande instemming)	

F. 88 — 186

5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant renonciation à concession de la mine de houille de Maurage et Boussoit

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les articles 8, 23, 24, 30 à 32, 60 à 63, 114 à 117 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et modifiées par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu la requête de la société anonyme des Charbonnages de Maurage, en liquidation, tendant à obtenir l'autorisation de renoncer à sa concession de mine de houille de Maurage et Boussoit et adressée en date du 17 mars 1971, au nom de ladite société, aux président et membres de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, par MM. Jean-Pierre Schuermans et André Hoste, liquidateurs, domiciliés le premier, avenue de Broqueville 261, à Woluwe-Saint-Lambert et le second clos du Drossart 19, à Uccle, agissant en vertu des pouvoirs qui ont été confiés par l'assemblée générale des actionnaires lors de ses réunions des 22 septembre 1961 (*Moniteur belge* du 13 octobre 1961) et 2 mai 1967 (*Moniteur belge* du 23 mai 1967);Vu les statuts de la société requérante, constituée par acte avenu devant Me Defortie, notaire à Bruxelles, en date du 23 décembre 1904, publié aux annexes au *Moniteur belge* du 4 janvier 1905;